

au pouvoir que depuis quelques semaines, je ne crois pas que nous soyons responsables de tout ce qui a été fait dans le passé sous le régime conservateur, mais à tout événement, je ne crois pas que le parti libéral ait de leçon à recevoir, surtout du Crédit social.

M. Chapdelaine: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre veut-il insinuer que le Crédit social a des leçons à donner dans le domaine de l'administration des ministères?

M. l'Orateur: La question de l'honorable député est contraire au Règlement.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes qui a dit tout à l'heure qu'il n'avait pas de leçon à recevoir du Crédit social. Pourrait-il nous dire si, en ce moment, le gouvernement prend des leçons des financiers américains, par exemple?

QUESTION RELATIVE À LA DOUBLE LIVRAISON DU COURRIER

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes. Peut-il nous dire s'il a l'intention de rétablir le régime de deux livraisons quotidiennes du courrier, ce qu'il a réclamé si souvent de ses deux prédécesseurs?

L'hon. Azellus Denis (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, contrairement à la déclaration que vient de faire l'honorable député de Saint-Hyacinthe-Bagot, je dois dire que je n'ai jamais promis deux livraisons quotidiennes du courrier, mais que j'ai tout simplement rappelé à la Chambre que l'ancien ministre des Postes, l'honorable M. William Hamilton, les avait promises, sans toutefois tenir cette promesse.

RELÈVEMENT DU TRAITEMENT DES EMPLOYÉS

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Étant donné que les soixante jours de grandes réalisations libérales s'achèvent, et avant que mon honorable ami ne soit nommé au Sénat, je désire lui demander s'il a l'intention de relever le salaire des employés des Postes, ce qu'il a si souvent réclamé quand il était dans l'opposition.

L'hon. Azellus Denis (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Sainte-Marie qui, comme d'habitude, invente et imagine, sait fort bien que la question des

traitements relève de la Commission du service civil. Une enquête a été faite et, si je ne fais pas erreur, le Conseil du Trésor en étudie actuellement le résultat. Par conséquent, ce relèvement de traitements sera annoncé en temps et lieu.

M. Valade: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre veut-il indiquer par là qu'il n'a pas l'intention d'augmenter les salaires des employés des Postes?

L'hon. M. Denis: Monsieur l'Orateur, je le répète, le rapport renseignera l'honorable député à ce sujet, dès qu'il paraîtra.

LES LOTERIES

AMENDEMENT AU CODE CRIMINEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a l'intention de proposer un amendement au Code pénal, afin de permettre aux provinces qui le désirent d'avoir des loteries, comme l'a demandé M. Lesage pour la province de Québec?

L'hon. Lionel Chevrier (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, l'honorable député vient de poser une question dont la réponse est d'une grande complexité.

Quand je suis arrivé au ministère, j'ai appris qu'il y avait là un dossier assez volumineux. J'ai l'intention, en temps opportun, d'étudier le dossier afin de savoir ce qu'il y a lieu de faire. Je ne puis donner de réponse plus élaborée aujourd'hui.

(Plus tard)

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Est-ce que le ministre de la Justice est au courant que certains députés de la province de Québec ont promis que, si les libéraux étaient élus, le gouvernement libéral instituerait des loteries?

L'hon. M. Chevrier: Monsieur l'Orateur, dans les circonstances, je crois que je ne puis rien ajouter à la réponse que j'ai déjà donnée tantôt. Il faudrait que je me renseigne plus à fond à ce sujet.

(Traduction)

LE SUCRE

ENQUÊTE SUR LA HAUSSE DES PRIX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New-Westminster): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question qui devrait, je crois, s'adresser au ministre de